Document généré le 7 mai 2025 16:08

Recherches sociographiques

Michel BELLEFLEUR, *L'église et le loisir au Québec avant la Révolution tranquille*

Roger Boileau

Volume 31, numéro 1, 1990

URI : https://id.erudit.org/iderudit/056513ar
DOI : https://doi.org/10.7202/056513ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Boileau, R. (1990). Compte rendu de [Michel BELLEFLEUR, *L'église et le loisir au Québec avant la Révolution tranquille*]. *Recherches sociographiques*, *31*(1), 145–148. https://doi.org/10.7202/056513ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1990

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Dans cette perspective, il faut déplorer vivement la suppression de l'option «culture religieuse» dans les programmes d'enseignement secondaire au Québec, il y a quelques années. Si une telle mise à l'écart a pu se produire sans réaction populaire, c'est que peu de citoyens connaissent le discours de la science sur la religion et la contribution qu'il peut apporter à la compréhension et à la solution des problèmes non seulement religieux mais aussi profanes d'une société. D'une analyse de leur domaine d'étude, les praticiens québécois des sciences de la religion sont ainsi renvoyés à leurs responsabilités sociales. Dans quelle mesure ont-ils été et sont-ils présents aux grands débats qui agitent la société contemporaine? Leur mutisme dans les affaires Lacroix ou Rushdie, pour n'en retenir que deux exemples récents et plus connus, n'est pas sans poser de question. S'il ne traite pas cet aspect environnemental de la vie et de l'avenir des études sur la religion au Québec, le livre de Louis Rousseau et Michel Despland le fait au moins transparaître et oriente la réflexion à son sujet. Ce n'est pas un mince mérite, en plus de celui de la qualité de ses descriptions et de ses analyses tirées d'un inventaire systématique du champ lui-même.

Jean-Paul ROULEAU

Faculté de théologie,
Université Laval.

Michel BELLEFLEUR, *L'Église et le loisir au Québec avant la Révolution tranquille*, Sillery, Presses de l'Université du Québec, 1986, 221 p.

Maintenant qu'elle n'impose plus son autorité, l'Église suscite un retour d'intérêt manifeste. On l'appréhende avec la grille de son choix, tantôt dans son historicité institutionnelle, comme dans les deux tomes de la récente *Histoire du catholicisme québécois* de HAMELIN et GAGNON (1984) ou dans *Les frères des Écoles chrétiennes* de VOISINE (1987), tantôt dans l'un ou l'autre de ses engagements socioculturels. Ce dernier filon est particulièrement neuf et fécond, témoins ces monographies sur le théâtre de Laflamme et Tourangeau (1979), la peinture de Lacroix (1985), la musique de Lefebvre (1985), la sexualité de Ménard (1986), le corps de Desplant (1987) et maintenant le loisir. Nous sommes passés rapidement d'une religion populaire à la popularité de la thématique religieuse.

Le livre de Bellefleur veut prendre la mesure de l'engagement de l'Église dans le domaine vaste et diversifié du loisir. Sa lecture laisse une double impression d'air connu, d'abord par l'expérience première du terrain de jeu, du patronage ou du centre paroissial des loisirs qui a laissé des traces. À un autre égard, plusieurs travaux du Département des sciences du loisir de l'Université du Québec à Trois-Rivières (U.Q.T.R.), auquel l'auteur est rattaché, ont déjà abordé certaines facettes sociohistoriques de l'implication de l'Église dans le domaine.

Bellefleur est toutefois plus ambitieux que ses prédécesseurs. Il veut couvrir tous les aspects du loisir non commercial de 1840 à 1960, auxquels l'Église s'est intéressée; son

projet est de «pénétrer à l'intérieur de cette prise en charge du loisir par le clergé, de ses raisons et de ses orientations, du discours idéologique développé à son endroit et de l'action sociale qui en découle». (P. 11.)

L'ouvrage se divise en trois chapitres relativement autonomes. On décèle trois parties au premier. On y qualifie d'abord le phénomène du loisir avant la Révolution tranquille en l'accolant au modèle des sociétés dépendantes de Touraine, dont on rappelle quelques conséquences globales, tout en identifiant des effets plus spécifiques à l'univers du loisir, qui prennent la forme de polarisations:

les loisirs canadiens-anglais libéraux et bourgeois innovent, alors que ceux des Canadiens français nationalistes et populistes imitent;

les premiers s'appuient sur le mercantilisme, les seconds, sur le prosélytisme.

Le chapitre se prolonge par une analyse de l'impact, sur le loisir, du phénomène d'industrialisation de la société. L'auteur voit, dans la désarticulation progressive des rapports sociaux propres à cette dynamique, la porte d'entrée de l'Église dans le monde du loisir. C'est donc dire que les loisirs sont d'abord perçus comme un «problème social» nouveau et involontaire. Entre une culture anglo-saxonne libérale, urbaine et maîtresse de l'industrie, et un peuple francophone s'urbanisant dans le désordre et par nécessité, l'Église, alors seule institution d'envergure, aurait été appelée, là comme ailleurs, à prendre les choses en main pour contrôler d'abord, puis gérer à sa manière les temps libres du peuple. C'est précisément le présence massive et nouvelle de l'Église comme nouveau «définisseur» de cet univers social qui établirait, selon Bellefleur, le profil particulier du loisir canadien-français de 1840 à 1960.

> L'histoire du loisir au Québec peut être en grande partie analysée et élucidée par l'étude du rapport conflictuel pour le contrôle du champ culturel entre, d'une part, une classe économique, bourgeoise et petite-bourgeoise, inondant à des fins mercantiles le Québec d'une production culturelle d'influence étrangère et, d'autre part, une classe culturelle francophone autochtone, structurée et animée par le clergé, luttant contre l'assimilation [...] (P. 30.)

Quelques pages seulement servent à illustrer, dans les contextes du sport, du tourisme, des parcs et du théâtre, cette situation de dépendance de la société canadienne-française par rapport aux innovations de l'autre. On la dirait à la fois attirée par ces pratiques nouvelles et freinée par un clergé méfiant pour la morale publique et l'esprit national. Selon l'auteur, la réponse se fait en deux temps: à partir d'abord d'une inflation des éléments du culte, qu'elle contrôle, et par l'implantation graduelle, de 1880 à 1960, d'une infrastructure parallèle basée sur la famille et la paroisse. En trente-cinq pages et plus, on aborde les patronages, les camps de vacances, les organisations des terrains de jeux (O.T.J.) et les œuvres de jeunes.

Cette dernière partie du chapitre jette davantage de confusion qu'elle n'éclaire lorsqu'on la met en relation avec le troisième chapitre («Les organisations cléricales») qui reprend, en les développant davantage, chacune de ces œuvres; d'autant plus qu'on puise essentiellement aux mêmes sources. Par exemple, pour les O.T.J., les chapitres 1 et 3 s'alimentent surtout aux références, maintenant classiques dans le domaine, des Dion, Gariépy, Leblond et Schetagne. Cette confusion fait place à l'interrogation si l'on veut raccorder ces pages au fil conducteur des chapitres qui, rappelons-le, présente et applique un cadre théorique reposant sur le concept central de la société dépendante. Les liens sont minces, les sources documentaires, pas toujours éclairantes, et l'interprétation risque de déraper. Ainsi prétendre que le calendrier liturgique tenait lieu, dans une premier temps, de «loisirs religieux» relève

de l'anachronisme et du glissement de sens. Anachronisme en ce qu'on applique à des activités cultuelles un sens culturel étranger, le loisir. Rien n'indique que nos aïeux considéraient les offices obligatoires, les périodes de jeûne ou les retraites fermées, comme des activités de loisir ou encore comme une simple occupation de leur temps libre. Cette démarche témoigne aussi d'un glissement de sens vers le concept «loisir» de tout ce qui semble hors travail: *ici* les activités cultuelles, plus loin l'éducation physique scolaire. Même si ce domaine s'est constamment défini par rapport à une intention éducative initiale, plusieurs chercheurs de l'U.Q.T.R. s'obstinent à n'y voir que du loisir. Dans le même sac aussi les patronages qui se considèrent longtemps comme œuvres de jeunesse et d'éducation chrétienne à partir de la prière et du jeu. Elles se transforment ici, sans procès et dès ses origines, en organisations de loisir. Le concept de loisir devient synonyme d'activités, sans égard au contexte et aux finalités des acteurs. Question piège pour étayer notre propos, le «baggataway» était-il davantage un loisir, un sport ou une activité cultuelle?

Le deuxième chapitre porte sur l'idéologie religieuse en loisir et représente la contribution la plus originale et cohérente du livre. On s'en doute, le modèle clérical diverge grandement des autres modèles séculiers. Élaboré à partir de textes fondamentaux (saint Thomas d'Aquin et quelques actes pontificaux), il repose sur les notions de prudence et de tempérance, et ordonne dans une hiérarchie rigoureuse les différentes fins de l'action de loisir, tout en privilégiant les finalités ultimes (spirituelles) par rapport aux finalités immédiates, plus près de l'agir et de ses conséquences. Plus captivante encore, la trentaine de pages consacrées aux luttes du clergé pour imposer son modèle face aux autres formes de loisir en circulation dans une société déjà fortement urbanisée et industrialisée (loisirs commerciaux, étrangers ou étatiques) et aux autres valeurs (laïcisme, protestantisme, existentialisme, hédonisme, communisme).

Bellefleur présente un tableau achevé de l'idéologie en loisir, telle qu'elle se présente au cours des années 1950, alors que l'implication de l'Église vit des sommets et que ses limites apparaissent plus évidentes. Il nous demande toutefois un acte de foi lorsqu'il affirme: «l'analyse de la littérature cléricale québécoise en loisir révèle une grande unanimité de pensée sur ce sujet. Cette pensée ne contient aucune divergence importante.» (P. 115.) L'affirmation séduit par sa simplicité: un seul modèle s'appliquerait à une multitude d'activités de loisir sur une période de plus de cent ans. À notre avis, les références utilisées par l'auteur ne permettent pas une telle généralisation; elles sont peu nombreuses, et aucune ne remonte au-delà de 1950. De plus, on néglige l'impact de variables importantes, telles que les classes sociales, l'importance du corps, la présence de la femme, la période de temps ou les luttes de pouvoir. Autrement dit, si une idéologie apparaît unitaire et doctrinaire, elle est souvent vécue de façon plus diversifiée. Ainsi la danse ne suscite guère de réaction lorsqu'elle se pratique dans l'entourage du gouverneur, mais quel déluge de prestations tenaces lorsque le peuple s'y adonne; et que dire des jeux de hasard dont le bingo à la fois honni et recherché; sport et scoutisme éveilleront l'intérêt seulement lorsqu'on pourra les adapter à l'esprit chrétien; la notion même de temps libre sera d'abord considérée comme un «problème social» pour devenir une «possibilité de développement du chrétien» après la Seconde Guerre mondiale, et ainsi de suite. Il y aurait donc plus que les vertus de tempérance et de prudence comme guides de l'idéologie cléricale et, en l'absence d'études empiriques plus spécifiques, il nous semble hasardeux de généraliser à plus d'un siècle une forme achevée de fin de régime.

Le troisième chapitre décrit les principales organisations de loisir patronnées par l'Église. On relève les objectifs, les modes d'implantation et de fonctionnement, les programmes et le personnel. Le traitement est inégal ; on s'attarde davantage à trois œuvres : les « patros », les O.T.J. et les centres de loisirs. Plusieurs autres mouvements de jeunesse sont traités de façon plus sommaire puisqu'ils ne sont pas considérés comme des organisations cléricales de loisir.

Pour terminer, rappelons que le projet était colossal, peut-être trop dans l'état actuel de la documentation, ce qui occasionne des vides et des raccourcis inévitables et frustrants. On s'attarde alors autour des organisations les plus visibles ou aux périodes les plus intéressantes au détriment des nuances et des dissidences au sein de chacune. Le livre se lit plutôt comme trois monographies et fait ressortir le besoin de recherches empiriques plus spécifiques à chaque œuvre ou type de loisir. À vouloir voler trop haut, on escamote le relief. Toutefois à la génération actuelle qui confond parfois le déluge avec le début du siècle, et à tous ceux qui, dans les activités reliées au loisir et à l'éducation physique, ignorent les réalités sociohistoriques de leur occupation, l'ouvrage donne l'occasion de soupeser l'ampleur et le contexte de vie de leurs prédécesseurs et de réaliser l'importance de l'Église comme régulatrice de ce champ d'activité.

Roger BOILEAU

Département d'éducation physique,
Université Laval.

Paul-André TURCOTTE, *L'enseignement secondaire public des frères éducateurs, 1920-1970. Utopie et modernité*, Montréal, Bellarmin, 1988, 220 p.

L'auteur reprend, sous un mode beaucoup plus ambitieux, le travail de mise en évidence de l'action historique des frères éducateurs, qu'avait mené Georges Croteau dans une thèse de doctorat sans doute venue trop tôt (1971) pour retenir l'attention de ses correcteurs, et restée malheureusement inédite. L'étude se limitait à un exposé factuel, généreusement étayé de citations de documents et coiffé en introduction du *deus ex machina* de la démocratisation. N'importe : s'ils ne parlent pas d'eux-mêmes, les faits bien établis demeurent et les données solides, ça peut toujours servir.

Turcotte entend proposer une « relecture du catholicisme québécois contemporain » (p. 24) en réfutant ceux qui « assimilent les congrégations enseignantes à de simples courroies de transmission de l'idéologie cléricale » (p. 13). Plus précisément, il veut faire valoir que les frères de l'école publique ont été porteurs d'une utopie moderniste qu'ils ont eu à défendre contre la répression cléricale, jusqu'à ce que l'État à son tour ne les dépouille du fruit de leur labeur. On lit aussi entre les lignes qu'il cherche à donner le beau rôle à sa congrégation, les « novateurs viatoriens », dans la diffusion d'une culture scientifique, alors que la prédominance en la matière est habituellement reconnue aux frères des Écoles chrétiennes.